

préoccupés par l'état de leur environnement et qu'ils veulent l'améliorer. Ils se sont fixé des normes élevées. Ils se sont donné les moyens de les faire respecter. Le Canada apporte lui aussi sa contribution grâce à un programme de coopération environnementale qui met l'accent sur les moyens de contrôle. Nous voulons aider, mais nous, et les Mexicains, croyons que la meilleure façon d'améliorer l'environnement du Mexique, c'est de favoriser le développement économique. Avec une économie plus forte, le Mexique pourra consacrer davantage de ressources à la préservation et à l'amélioration de son environnement.

Les Canadiens ont souvent soulevé la question des salaires et la question de l'environnement durant les négociations, mais la majorité d'entre eux semblent s'entendre sur une chose : le Canada se doit d'être à la table, si nous voulons que nos intérêts soient défendus.

Je regrette que cette opinion, pleine de bon sens, ne soit pas partagée par les premiers ministres de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Au cours des dernières semaines, ils ont tous deux officiellement déclaré leur opposition aux négociations de l'ALENA, et ils nous ont demandé de nous retirer parce que les États-Unis agissent mal. Je ne peux pas, en toute conscience, suivre leurs conseils.

Que l'on me comprenne bien. Nous sommes à la table des négociations de l'ALENA non pour rendre une faveur aux Mexicains, mais pour veiller aux intérêts du Canada. Nous croyons que des avantages peuvent être obtenus par le Canada dans l'accord proposé.

Je trouve particulièrement contradictoire la position du premier ministre Harcourt. M. Harcourt appuie l'idée d'une zone de libre-échange pour l'hémisphère occidental. Pourtant, il nous conseille de nous retirer de ce qui pourrait être la structure même d'un tel arrangement. M. Harcourt est à la recherche de nouveaux marchés pour les produits et services de la Colombie-Britannique. Il est à la recherche de nouveaux investissements pour sa province. Je sais qu'il est anxieux de contribuer au développement économique et social de toutes les Amériques. S'il croit véritablement à une relation commerciale dans tout l'hémisphère occidental, alors il appuiera les objectifs du Canada dans l'ALENA. Par conséquent, nous sommes à la table de négociations pour influencer le plus possible le bloc commercial de l'hémisphère occidental. Nous n'aurons certainement pas beaucoup d'influence sur une entité qui aura été construite par les autres.

Tous les premiers ministres du Canada sont déçus par les multiples mesures commerciales prises par les États-Unis. Nous le sommes aussi. Mais c'est une chose dont nous devons nous accommoder. Le déficit commercial des États-Unis avec le reste